

Libye, Palestine, Yémen, La guerre et

GRANDE-BRETAGNE, 29 MARS > CONFÉRENCE INTERNATIONALE SUR LA LIBYE RASSEMBLANT 40 PAYS

Les brigands impérialistes se réunissent à Londres

Lucien Gauthier

En quarante-huit heures, les « insurgés », comme les appelle la presse, ont subitement avancé de 200 kilomètres en direction de Tripoli. En débandade depuis plus de dix jours, ceux que la presse décrivait comme une bande anarchique sans chef et sans organisation auraient, tout d'un coup, renversé le cours des choses.

La réalité est plus simple. Depuis plusieurs jours, un tapis de bombes s'abat sur la Libye. C'est un véritable rouleau compresseur. Missiles et avions bombardent non seulement les troupes de Kadhafi, mais également les villes qui ne sont pas encore passées à « l'insurrection ». C'est dans ces conditions que l'avancée des milices venues de Benghazi peut se réaliser aussi rapidement, parce que les troupes de Kadhafi sont détruites, soit ont fui les villes.

Mais les bombes ne font pas de différences entre civils et militaires. Dans ces villes bombardées, des centaines de civils, hommes, femmes et enfants, ont été écrasés par des bombes censées les protéger.

Ce 29 mars se réunit à Londres une conférence avec une quarantaine de pays, dont la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, la France et quelques pétromonarchies du Golfe. Est également présent le Conseil national de transition (CNT), le fameux « gouvernement » de Benghazi, reconnu officiellement par la France et par le Qatar comme le gouvernement légitime de la Libye, mais que les autres puissances, notamment les Etats-Unis, ne reconnaissent que comme l'un des interlocuteurs. L'objectif de cette conférence est de discuter de l'après-Kadhafi.

Toutes les hypothèses sont ouvertes, y compris celle d'une scission de la Libye entre la Tripolitaine, d'un côté, et la Cyrénaïque, de l'autre, avec le gouvernement du CNT installé à Benghazi. Comme le note *Le Figaro*, « la conférence de Londres doit également réaffirmer l'objectif affiché par la résolution 1973 du Conseil de sécurité : "Protéger le peuple libyen" » (29 mars 2011). Mais comme l'indique *Libération*, « hier, des Tornados britanniques ont ainsi visé un dépôt de munitions à Sebha, une ville située dans le sud



Photo AFP

de la Libye, où les populations ne sont pas spécifiquement menacées ». En clair, les bombardements visent la totalité du pays, y compris le sud désertique. Ce qui est en cause, c'est la prise de contrôle par l'impérialisme... et le pétrole. Quant à la protection des populations civiles, on sait ce qu'il en est en réalité. La preuve, c'est que le peuple est pris d'un côté comme de l'autre dans un étau : il cherche à fuir les troupes de Kadhafi, mais c'est vrai dans l'autre sens également. Comme le rapporte *Le Monde*, décrivant l'avancée des troupes « rebelles », « à Ben Jawad, la ville est déserte, les habitants ont cette fois-ci fui avec les hommes de Kadhafi face à l'avancée des rebelles ».

Dans cette situation, le risque est grand de voir le pays disloqué et divisé en deux.

Comme le rapporte la presse, l'objectif de la conférence de Londres est de tenter de masquer

qu'il s'agit d'une opération dirigée par l'Otan, avec à sa tête les Etats-Unis, même si ceux-ci cherchent à se faire discrets.

Un diplomate européen cité par *Libération* explique : « On mettra bien en valeur les quelques représentants arabes, afin de montrer qu'il ne s'agit pas d'une coalition occidentale. » Mais l'article précise : « Depuis le début des frappes, ce sont les Américains qui assurent le leadership militaire (...). Le travail de coordination est effectué et centralisé par l'armée américaine depuis un QG situé en Allemagne, à Stuttgart (...). Paris, qui au départ militait pour une codirection franco-britannique, a dû remiser ses ambitions politiques. »

« Et M. Obama justifie l'intervention en évoquant les révoltes tunisienne et égyptienne » (*Le Monde*, 29 mars). Là est l'essentiel pour l'administration américaine, « l'ordre », « l'ordre » mondial.

Intervention justifiée...

Dans ses discours le 18 mars dernier devant la Chambre des Communes, puis en Ecosse, David Cameron (*le Premier ministre britannique – NDLR*) a insisté sur le fait que cette intervention était « justifiée non seulement par l'impératif de mettre fin à une crise humanitaire, mais aussi par des raisons d'intérêt national (...) et aussi les intérêts implicites comme le pétrole et le gaz ». Partant de quoi, conclut-il, « il est souhaitable de défendre cette intervention sans faire appel à des notions aussi faibles que le droit d'ingérence ou la responsabilité de protéger, et sans avoir la naïveté de faire croire que les Etats intervenants sont désintéressés ».

Pour le Parti ouvrier indépendant, « il n'existe, dans les heures difficiles pour la population libyenne, qu'une position conforme à la tradition ouvrière de combat contre toute intervention militaire dictée par la seule défense des intérêts pétroliers : celle d'exiger contre les gouvernements français, britannique et américain, l'ONU, l'OTAN et l'Union européenne :

- Arrêt immédiat de l'intervention militaire contre la Libye !
- Retrait de toutes les troupes étrangères !
- Non aux bombardements !
- Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes !
- Bas les pattes devant les peuples libyen, tunisien, égyptien !
- Bas les pattes devant la souveraineté de toutes les nations de la région !
- Troupes étrangères, ONU, OTAN, FMI, Union européenne : hors d'Afrique du Nord ! »

PALESTINE

Répression contre tous les Palestiniens

Que les Palestiniens vivent à Gaza, en Cisjordanie, ou en Israël, le gouvernement Netanyahu a décidé d'écraser toute revendication du peuple palestinien à la nation.

François Lazar

Au lendemain de l'attentat du 23 mars, dans une station de bus de Jérusalem, Netanyahu, Premier ministre israélien, déclarait : « Nous agissons vigoureusement, de manière responsable et prudente, afin de maintenir le calme et la sécurité qui prévalent ici depuis ces deux dernières années. » Comme à l'accoutumée, les remarques de Netanyahu ne s'adressaient pas aux populations palestiniennes des territoires occupés, qui vivent un état de siège permanent, sous le joug conjoint de l'armée israélienne et des services de sécurité de l'Autorité palestinienne. La veille de l'attentat, huit civils palestiniens étaient tués dans la bande de Gaza, dont trois enfants, fauchés alors qu'ils jouaient devant la maison de leurs parents par une succession de huit raids aériens et de drones télégués. En quelques jours, la situation s'est considérablement tendue, et il reviendra à Barack Obama, confronté aux soulèvements révolutionnaires dans plusieurs pays arabes, de louer les dirigeants israéliens « pour leur retenue ».

Une loi interdisant toute référence à la "Nakba" (la catastrophe de 1948)

Quotidiennement, en Cisjordanie, des groupes armés de colons harcèlent des villageois palestiniens pour les pousser à partir, détruisent des récoltes, humilient femmes, vieillards, enfants, sous le regard complice des militaires.

Le 23 mars encore, le Parlement israélien votait une loi interdisant aux Palestiniens toute expression revendicative contre leurs geôliers, notamment toute commémoration de la « Nakba »,

c'est-à-dire de la catastrophe, qui correspond à l'expulsion massive de 800 000 Palestiniens en 1948, acte fondateur de l'Etat d'Israël. Dans le même temps, Fatah et Hamas annonçaient la perspective d'une entente pour préparer les prochaines élections législatives de l'Autorité palestinienne. Cependant, même s'il s'agit de définir en commun qui sera le gardien de la prison à ciel ouvert que sont la bande de Gaza et la Cisjordanie, la moindre unité palestinienne est insupportable à l'Etat sioniste.

Les tensions « officielles » ont repris, ces dernières semaines, alors que l'Etat hébreu annonçait la poursuite à plus grande échelle de la colonisation de la Cisjordanie et de Jérusalem-Est (qui ne s'est jamais arrêtée), sur fond d'une

augmentation du coût de la vie et de la pauvreté d'une part croissante des populations juives elles-mêmes.

En Cisjordanie, comme à Gaza, notamment depuis le mois de janvier et la chute de Ben Ali, puis de Moubarak, la contestation s'amplifie contre le Fatah, d'une part, et le Hamas, d'autre part, qui se partagent le maintien de l'ordre côté palestinien.

L'Etat hébreu, quant à lui, cherche à assurer son contrôle sur la totalité du territoire qui s'étend de la Méditerranée au fleuve Jourdain.

La négation absolue du droit d'exister pour le peuple palestinien demeure l'élément moteur de la politique israélienne, facteur de guerre et de chaos. Sur le ciel de Gaza, aucune zone de protection anti-aérienne n'est à l'ordre du jour. Le 15 mars, plusieurs milliers de jeunes Palestiniens manifestaient dans tous les territoires de la Palestine historique, mais aussi dans les camps de réfugiés, pour réaffirmer l'unité de leur peuple et de leurs revendications.

Ces manifestations, organisées par des groupes de jeunes indépendants, très vite relayées par Internet, sont de nouveau programmées le 30 mars, mettant au centre la reconstitution d'une organisation nationale palestinienne unifiée. ■

EN BREF

Yémen : menace de dislocation

La mobilisation massive se poursuit pour exiger le départ du président Saleh. Une série de responsables politiques et militaires se sont récemment démarqués du président.

Dans cette situation, les risques de dislocation du Yémen sont importants. D'ores et déjà, la province de Saada, au nord du Yémen et à la frontière avec l'Arabie Saoudite, est passée sous le contrôle d'une organisation zaydite, une branche particulière de la population chiite, tandis qu'au sud, des groupes séparatistes s'activent. Cette situation aux frontières de l'Arabie Saoudite – et dans un pays dont le régime est lié à l'administration américaine depuis qu'il a pris la tête de la lutte contre Al-Qaïda, qui, selon les Américains, aurait l'un de ses centres opérationnels dans le sud du Yémen – risque d'aboutir à une explosion, voire à une intervention militaire.

Bahreïn : rétablir "l'ordre" avec "retenue" !

Après des dizaines de morts et des centaines d'emprisonnés, avec l'appui de 1 100 soldats de l'Arabie Saoudite et de 500 policiers des pétromonarchies voisines, le khalifat en place depuis plus de 280 ans cherche à rétablir l'ordre « féodal » contre le peuple, qui exige la démocratie et une Assemblée constituante. La seule remarque des grandes puissances « attachées à la défense des populations civiles » (sic !) en Libye, concernant le Bahreïn, c'est un appel à la « retenue » des forces de répression.

Bahreïn, Egypte, Tunisie... la révolution

TUNISIE

Des revendications populaires contradictoires avec la "transition démocratique" de l'impérialisme



Tunis : manifestation devant la Kasbah.

Photo / O

Mohamed Ben Larbi

Depuis le 14 janvier 2011 et la fuite du dictateur Ben Ali, deux gouvernements provisoires M'bazaa-Ghannouchi sont tombés. Ils ont tout fait pour tenter de sauver ce qui peut être sauvé d'un régime politique qui a bradé les richesses du pays et gangrené toutes les institutions de l'Etat. Et ils n'étaient pas seuls dans leur entreprise de replâtrage du régime de la dictature. Tous les grands de ce monde, tous les ministres des Affaires étrangères européens (sauf Michèle Alliot-Marie, pour les raisons que l'on sait), le secrétaire d'Etat adjoint américain, la commissaire européenne Catherine Ashton ont défilé à Tunis pour apporter leur soutien à cette opération de replâtrage, qui a pris nom dans le discours politique comme dans les médias bien-pensants de « transition démocratique ». Il fallait assurer la « transition démocratique ». Il fallait coûte que coûte que le régime soit sauvé pour que se poursuivent la ponction de ses richesses et la grande braderie de ses entreprises publiques.

Le gouvernement Ben Ali-Ghannouchi avait privatisé, dans le cadre de l'accord d'association avec l'Union européenne, près de 60 % des entreprises nationales.

Et il reste beaucoup à faire, disent-ils : 40 % d'entreprises nationales à privatiser, et un pays à transformer en vaste zone franche. Rien que ça ! Mais la détermination du peuple a été la plus forte. Et l'un après l'autre, les deux gouvernements M'bazaa-Ghannouchi furent balayés. Le 4 mars, dans toutes les villes du pays, un seul mot d'ordre unissait tout le peuple tunisien avec l'UGTT et les comités : « *Dehors Ghannouchi ! Dehors le régime du RCD !* » Et c'est sous la contrainte de la volonté unanime de tout un peuple que le gouvernement M'bazaa-Ghannouchi est dissous et que le président par intérim M'bazaa annonce des élections à l'Assemblée constituante pour le 24 juillet.

Un troisième gouvernement provisoire est formé. Béji Caïd-Essebsi, un vieux cacique du bourguibisme, converti au « sept-novembrisme » en tant que président, pour un temps, de la Chambre des députés sous Ben Ali, est appelé à la rescousse. Et toujours la même ambition : trouver la solution adéquate pour conserver les rênes du pouvoir tout en donnant du « *conserver les acquis de la révolution* », en veux-tu, en voilà. Et ce 28 mars, il vient d'annoncer le limogeage du ministre de l'Intérieur.

A suivre.

APPEL DU COMITÉ DE METLAOUI

Le travail est un droit imprescriptible

Nous, les membres du comité populaire de protection de la révolution de Metlaoui, réunis en notre local, condamnons et dénonçons les opérations répétées de la part du gouvernement provisoire d'enserrement de la glorieuse révolution conduite par notre peuple, et qui a rencontré le grand soutien de l'Union générale des travailleurs tunisiens. Nous appelons le gouvernement provisoire à cesser de prendre des dispositions et des décisions unilatérales qui cherchent à minimiser notre rôle, le rôle de l'UGTT et des différents comités et organismes dans la consolidation des acquis de la révolution et la défense des intérêts des travailleurs et des chômeurs, en paroles et en actes. Comme l'édicte le Destour (*Constitution — NDLR*) et les conventions internationales, le travail est un droit imprescriptible. Nous appelons ce gouvernement à organiser des pourparlers et à mettre en place les dispositifs à même de garantir ce droit. Mais, dans le même temps, nous l'avertissons que nous sommes prêts à manifester dans la rue de nouveau, parce que cette politique ne nous convient plus et les agissements de l'ancien régime ne tromperont pas le peuple tunisien une autre fois. Nous appelons les membres de la commission administrative, réunis dans les locaux de l'UGTT, à prendre une position ferme au sujet de ces pratiques et à redonner à l'UGTT tout son prestige en tant qu'organisation historique qui a participé à la lutte pour l'indépendance et qui a dirigé la plupart, pour ne pas dire tous les combats du peuple tunisien. Comme nous l'appelons à mener avec célérité l'opération de nettoyage de l'UGTT et d'éviction des éléments corrompus (1) qui ont porté atteinte à cette organisation historique, comme nous l'avions dit auparavant.

Vive la Tunisie libre et indépendante ! Gloire à nos martyrs ! Le pouvoir au peuple !

(1) L'UGTT a aussi exclu un responsable lié au RCD dans la région de Gafsa et envoyé un membre de la direction nationale pour réunir les militants et désigner la nouvelle direction locale.

ÉGYPTE

« Nous demandons l'annulation du projet de décret qui met les manifestations et les grèves hors-la-loi »

Pas un jour sans grève, manifestation ou sit-in. Pas un jour sans que des ouvriers, des employés, des étudiants, des professeurs, des fellahin (paysans), du Caire à Assouan, de Suez aux villages du delta, ne déposent leurs revendications, n'exigent la démission d'un P-DG et de ses conseillers, d'un président d'université et de ses doyens, tous nommés par Moubarak et son parti, le PND.



Photo AFP

Les grèves ont commencé trois jours avant la chute de Moubarak, le 11 février. Dès le 13 février, le Conseil suprême des forces armées a appelé à reprendre le travail et à ne plus manifester. Le 9 mars, il a fait disperser brutalement les manifestants, place Tahrir. Puis, le jour même de la publication des résultats du référendum, des manifestations ont eu lieu. Le lendemain, les grèves se sont multipliées. Ne parvenant pas à endiguer cette vague, il a fait annoncer par la voix de son porte-parole que le Conseil des ministres du 23 mars a approuvé un projet de décret-loi criminalisant les manifestations, rassemblements, sit-in et grèves, dans le public et dans le privé.

Trente organisations et groupes, parmi lesquels des syndicats indépendants constitués, ont publié une déclaration commune le 26 mars dans laquelle ils « *rejetent le projet de loi-décret, estimant qu'il représente un recul pour la démocratie, les libertés et la révolution, et demandent au Premier ministre son retrait* ».

Le 27 mars, une marche partant du local du syndicat de la presse ira jusqu'au siège du Conseil des ministres. Elle a été appelée par la Fédération égyptienne des syndicats indépendants et par le nouveau syndicat des transports publics du Caire, constitué trois jours plus tôt. Devant le siège du gouvernement, le responsable du syndicat indépendant des

contrôleurs des impôts fonciers déclare : « *Nous demandons l'annulation du projet de décret qui met les manifestations et les grèves hors-la-loi (...)* ». Il demande l'abrogation du projet de loi et le démantèlement des restes du régime Moubarak. « *Ce sont ces restes qui nous provoquent tous les jours que la révolution n'a pas atteint son objectif et que l'ancien régime gouverne toujours. C'est notre première demande (...)* ». Prenant la parole, un syndicaliste de l'Autorité du canal de Suez prévient : « *Si le gouvernement Sharaf nous retire aujourd'hui notre droit de manifester et de faire grève, je crois que, dans un avenir proche, il nous enlèvera notre droit de nous organiser et tous nos autres droits élémentaires, civiques et politiques. C'est une loi fasciste !* », s'exclame-t-il.

Une nouvelle marche d'un million est appelée, vendredi 1^{er} avril, place Tahrir. Objectif : arracher les demandes non satisfaites, exiger que Moubarak, sa famille et les principales figures du régime soient poursuivis en justice, le démantèlement du PND, la mise à l'écart des responsables des médias, liés à Moubarak, que le gouvernement retire la loi antigreve.

EN BREF

Ils ne cèdent pas !

● **Les travailleurs de la station d'eau potable d'Assouan ont fait grève**, le 28 mars, et ont interrompu l'alimentation en eau de la ville pendant plus de deux heures. Ils demandent que leurs enfants, qui travaillent sur des postes temporaires au nettoyage des bassins, soient embauchés sur des postes permanents correspondant à leurs diplômes et aux études qu'ils ont faites.

● **700 travailleurs des Carrières de Suez ont manifesté**, le 22 mars, devant le siège du gouvernorat. Ils demandent des comptes aux responsables. Ils exigent la restructuration du conseil d'administration, le gel de l'emploi du directeur, la transformation des emplois temporaires en emplois permanents, le paiement de l'indemnité de risque et de pénibilité, un versement complémentaire au bénéfice de l'association d'aide aux travailleurs, la protection contre le gaspillage de l'argent public et la corruption.

● **500 journalistes rassemblés, le 27 mars**, devant le siège de la radiotélévision, l'immeuble Maspéro, pour exiger que tous les présidents, directeurs, rédacteurs en chef des médias, liés au régime, soient immédiatement démis de leurs fonctions.

● **Les universités égyptiennes en ébullition**. Manifestations, sit-in et occupations se multiplient dans les universités du Caire, Helwan, Ain Shams, Alexandrie, Tanta, Mansoura ; celles du Canal de Suez, à Ismaïlia, et South Valley, à Qéna, à l'institut technologique de Benha.

Partout, les étudiants et les professeurs, réclament la démission des présidents et des doyens, tous membres du NPD de Moubarak, la dissolution des associations étudiantes contrôlées par l'administration et l'organisation d'élections libres d'unions étudiantes.

● **Les fellahin (paysans) de plusieurs villages du delta du Nil** récupèrent des terres qui leur avaient été confisquées par des notables. C'est ce que rapporte le comité de solidarité paysanne, sur son site Internet tadamon.katib, le 20 mars 2011 : 21 feddans (8,4 hectares) récupérés dans le village d'Emaria, à l'ouest du delta, après avoir repoussé l'agression des hommes de main armés d'un général de la Sécurité d'Etat et mis le feu à la demeure qu'il y avait bâtie. Cinquante feddans (20 hectares), confisqués en 1986, à Barnougy. Cinq feddans (2 hectares) dans le village de Ezbet Aakef. Vingt feddans (8 hectares) dans la région de Ma'moura, à l'est d'Alexandrie.